

DÉCLARATION DU CANDIDAT

A) Identification de l'acheteur

Collège Gérard Philippe
19 rue François Taravant
63100 Clermont-Ferrand
04.73.16.22.30

Le gestionnaire

int.0631120A@ac-clermont.fr

Signataire du marché : Mme Emmanuelle GRIMAL, principale

B) Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location et la maintenance de deux copieurs du 01.09/2024 au 30.09/2028.

C) Identification du candidat

- **Identification du candidat :**

Nom ou Société :

.....

Siège Social

.....

N°INSEE :

N°SIRET :

Code APE

N° Registre du Commerce.....

Adresse :

.....

.....

.....



2 / 3

.....

Tél :

Mail :

• **Identification du signataire :**

Nom, prénom et qualité :

.....

- Agissant pour mon propre compte.
- Agissant pour le compte de la société :

.....

- Agissant pour le compte de la personne publique candidate :

.....

.....

• **Assurance pour risques professionnels.**

Attestation à joindre avec la présente déclaration.

• **Procédure de redressement judiciaire.**

- Non
- Oui

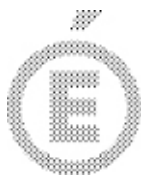
(Dans l'affirmative, produire la copie du jugement correspondant)

D) Déclarations / Attestations sur l'honneur

Le candidat déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du CMP et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

1. ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

2. ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;



3. ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du **code du travail** ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

4. ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du **code de commerce** ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

5. ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du **code de commerce**, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

6. ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 620-1 du **code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

7. avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

8. être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et, L.323-8-2 ou L.323-8-5, du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Signature du candidat ou de la personne habilitée à engager la personne morale candidate :

A, le

Signature